BV.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
27-06-1989
Vandermeulebroecke
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

L. 19.140/9.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 9 juin 1989, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "relative au statut des miliciens", a donné le 14 juin 1989 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 9 juni 1989 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende het statuut van de dienstplichtigen", heeft op 14 juni 1989 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

OBSERVATIONS PREALABLES.

1. La loi en projet a pour but de créer un statut pour les miliciens à partir du moment où ils sont effectivement remis à l'autorité militaire.

Les dispositions des quatre premiers chapitres du titre II de la loi en projet reprennent les dispositions du chapitre VI des lois coordonnées sur la milice en les complétant, en les paraphrasant ou en les reproduisant, mais en abrogeant uniquement trois articles de ce chapitre VI, les articles 58, 63 et 64.

Il s'ensuit qu'une seule et même matière fait l'objet de dispositions identiques ou analogues figurant à la fois dans le projet de loi et dans les lois coordonnées sur la milice.

D'autres dispositions de la loi en projet appellent une remarque similaire. Ainsi, par exemple, l'article 23, § 2, en projet paraphrase l'article 98 des lois coordonnées sur la milice, bien que l'article 45 n'en prévoie pas l'abrogation.

.../...

Pareil procédé est une source évidente de confusion et d'insécurité.

Un choix doit être opéré : soit faire figurer les dispositions (éventuellement modifiées) concernant la remise du contingent à l'autorité militaire, dans les lois coordonnées sur la milice, soit les faire figurer dans le statut des miliciens, faute de quoi l'on aboutira à une totale incohérence du système.

2. La loi en projet prévoit l'abrogation des articles 56 et 58 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical, et des articles 2 et 6 de la loi du 18 février 1987 relative au statut des sous-officiers du cadre de réserve des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical. Ces dispositions sont reprises aux articles 16, 18 et 19 de la loi en projet.

Or, le projet de loi modifiant certaines dispositions légales relatives aux statuts du personnel des forces armées et du service médical, dont le Conseil d'Etat est saisi par ailleurs, prévoit une modification différente des articles 56 et 58 de la loi du 1er mars 1958 et de l'article 2 de la loi du 18 février 1987 (articles 17, 38 et 39 dudit projet).

Ici aussi, l'auteur du projet devra opérer un choix.

.../...

EXAMEN DU TEXTE.

ARRETE DE PRESENTATION.

Il est incomplet. En effet, il ne mentionne pas le Ministre de l'Intérieur bien que la matière dont traite le projet entre également dans la compétence de ce ministre (voir, par exemple, l'article 10, § 3, alinéa 2).

DISPOSITIF.

Maintes dispositions du projet suscitent des observations sur la forme. Etant donné que l'avis est demandé dans un délai de trois jours, il n'a pu être envisagé de suggérer les corrections indispensables, moins encore de proposer des textes.

Article 2.

L'article définit différentes notions relatives au statut du milicien. Il omet, toutefois, de définir les notions d'"emploi" et de "position ".

Il convient de combler cette lacune.

D'autre part, la définition figurant au 2° n'en est pas une.

.../...

Article 4.

De l'accord des officiers délégués, l'alinéa 2 doit être omis.

Comme, d'autre part, l'alinéa 1er, qui fait référence à l'article 5, est superflu, l'article 4 doit être omis.

Article 5.

Selon les officiers délégués, cette disposition n'a d'autre but que d'énoncer explicitement une règle qui est implicitement exprimée par l'article 15, § 5, des lois coordonnées sur la milice.

De leur accord, l'article 5 doit être omis.

Article 6.

L'article est incomplet. En effet, il ne prévoit pas le congé définitif et la sortie du cadre de réserve.

Il doit être revu en conséquence.

.../...

Article 7.

A lire l'article 7, § 1er, alinéa 2, il semble que les examens médicaux ont pour seul but d'examiner si les miliciens satisfont aux critères d'aptitude physique. Or, ces examens comprennent en pratique certains tests psychotechniques dont les résultats sont pris en considération pour déterminer les fonctions que le milicien occupera.

En conséquence, il y aurait lieu de préciser, à l'article 7, § 1er, alinéa 3, que la détermination des fonctions d'un milicien doit se faire sur la base des épreuves de sélection et des examens médicaux.

Article 9.

L'article habilite le Roi à fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, d'autres priorités que celles que précise l'article 10.

Cette disposition se heurte à une critique fondamentale. En effet, elle habilite le Roi à régler une matière qui est réservée au législateur en vertu de l'article 118 de la Constitution. Les droits et libertés des militaires constituent en effet, au voeu du Constituant, une matière qui est sous la protection de la loi. Cette remarque prend d'autant plus d'acuité qu'il s'agit d'élaborer des règles dérogeant au principe fondamental de l'égalité des citoyens. L'article 9 devrait donc déterminer les principes fondamentaux applicables.

.../...

Pour le surplus, il est fait référence à l'observation formulée au sujet de l'article 7.

Article 11.

L'article 11 prévoit la possibilité pour les miliciens qui n'ont pas introduit de demande de sursis ou qui n'ont plus droit à un sursis, d'introduire une demande de report d'appel auprès du Ministre de la Défense nationale, si leurs motifs sont liés aux études, à la profession ou à des circonstances sociale graves. Il habilite le Roi à fixer les conditions et la procédure de la demande de report d'appel.

Les articles 10 à 13 des lois coordonnées sur la milice règlent de manière très précise les conditions dans lesquelles un inscrit sur les listes d'une levée annuelle est en droit d'obtenir un sursis. Il n'est prévu d'abroger aucun de ces articles.

Or, on pourrait douter de leur utilité puisque l'article 11 en projet permet l'introduction d'une demande de report d'appel pour les miliciens qui n'ont pas introduit de demande de sursis.

S'agissant d'une matière concernant les droits et obligations des militaires, il faut, conformément au voeu du constituant, que la loi règle elle-même les conditions de la demande de report d'appel, du moins ses principes essentiels. Les dispositions précitées des articles 10 à 13 des lois coordonnées sur la milice pourraient, à cet égard, servir de modèle.

.../...

On notera que la loi en projet ne fixe aucun maximum pour le report d'appel, alors qu'elle précise que tous les retraits temporaires d'emploi à la demande du milicien ne peuvent excéder un total de 12 mois (article 22 du projet) et que les dispositions concernant le sursis fixent également des maxima.

Article 13.

Comme les officiers délégués en ont convenu, l'article doit être complété par l'indication du niveau d'études préalable exigé.

Par ailleurs, il convient d'abroger partiellement l'article 1er de la loi du 18 février 1987 modifiant les lois coordonnées sur la milice et l'article 54 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve pour ne laisser subsister que les conditions relatives à la nomination comme sous-officer ou officier de réserve.

Article 15.

Le paragraphe 2 habilite le Roi à déterminer les raisons pour lesquelles un candidat officier ou sous-officier de réserve peut perdre cette qualité.

Il serait utile de prévoir que le candidat officier de réserve qui perd cette qualité peut passer dans la catégorie des candidats sous-officiers de réserve, faute de quoi cette possibilité serait exclue.

.../...

Article 20.

L'article 20 en projet introduit la notion d'emploi pour les miliciens. Il habilite le Roi à fixer les ordres de service par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. Il habilite donc le Roi à fixer les directives générales relatives à l'exercice de l'emploi, notamment, par exemple, à déterminer la durée de travail du milicien.

Exiger que ces ordres de service fassent l'objet d'arrêtés royaux délibérés en Conseil des ministres peut paraître excessif, étant donné la portée de ces ordres.

Cela paraît d'autant plus excessif que ce n'est pas le cas pour les officiers de carrière (article 12 de la loi du 1er mars 1958 - compétence déléguée au chef d'Etat-major général) pour les sous-officiers de carrière (article 15 de la loi du 13 juillet 1976 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical - compétence du Ministre de la Défense nationale ou de l'autorité qu'il désigne) et pour les volontaires de carrière (article 9 de la loi du 12 juillet 1973 portant statut des volontaires du cadre de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical - compétence de l'autorité que le Ministre de la Défense nationale détermine).

.../...

Les officiers délégués ont admis le bien-fondé de cette remarque. Il serait donc préférable de prévoir que les ordres de service sont fixés par le Roi ou l'autorité qu'Il détermine.

Article 23.

De l'accord des officiers délégués, il y a lieu de rédiger comme suit les alinéas 1er et 2 du paragraphe 2 :

"Les miliciens et les volontaires de guerre qu'une commission militaire d'aptitude et de réforme a déclarés inaptes à reprendre du service avant l'expiration de la période visée au paragraphe 1er sont licenciés par réforme.

Il peut être interjeté appel de la décision de cette commission devant une commission d'appel".

Article 25.

Le paragraphe 3 détermine les cas dans lesquels un milicien peut être renvoyé de l'armée et paraphrase ainsi l'article 71bis, § 1er des lois coordonnées sur la milice, dont l'abrogation n'est cependant pas prévue. En outre, il habilite le Roi à fixer la procédure de renvoi et les conditions dans lesquelles il est possible d'estimer qu'un milicien est incorrigible et indigne de faire partie de l'armée.

.../...

L'article 25, § 3, 2°, permet le renvoi du milicien condamné sans sursis à l'interdiction ou à la déchéance du droit de servir dans l'armée ou à l'une des peines prévues à l'article 15, § 1er, 2°, 3° et 4°, des lois coordonnées sur la milice.

D'un autre côté, l'article 15, § 1er, 1°, permet l'exclusion du service de celui qui est privé, par interdiction ou déchéance, du droit de servir dans l'armée, qui a été condamné à la dégradation militaire ou renvoyé de l'armée en vertu de l'article 71bis des lois coordonnées sur la milice.

Les officiers délégués ont admis que ce système de renvoi partiel mutuel d'un article à l'autre manque de cohérence et qu'il serait préférable de modifier ces articles afin de sortir du cercle vicieux ainsi créé. L'un de ces articles pourrait déterminer les conditions dans lesquelles le renvoi ou l'exclusion sont possibles sans faire référence à l'autre, tandis que le deuxième pourrait consister en un simple renvoi à l'autre article.

Article 31.

La délégation accordée au Ministre de la Défense nationale ne peut être admise. Il appartient au Roi de déterminer les motifs pour lesquels les congés d'urgence peuvent être octroyés.

.../...

Article 32.

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres d'apprécier si l'arrêté royal visé à l'article doit être ou non délibéré en Conseil des ministres.

Article 33.

Le paragraphe 1er, doit être revu conformément à l'observation formulée sous l'article 31.

Le paragraphe 2 doit faire l'objet d'un article distinct.

Titre III et titre IV.

L'ordre de ces titres doit être inversé, à l'exception de l'article 51.

Le titre IV, devenant le titre III, doit s'intituler "Dispositions particulières" et le titre III, devenant le titre IV, "Dispositions modificatives, abrogatoires et finales".

Articles 35 à 44.

Ces articles doivent être fondamentalement remaniés, compte tenu des observations préalables.

.../...

Pour mémoire, de nombreuses autres dispositions du projet doivent également être adaptées en fonction de ces mêmes observations.

En ce qui concerne plus spécialement l'article 44, cette disposition doit être revue en fonction des articles 11, 18 et 71 de la nouvelle loi communale, qui sont relatifs à l'exercice de certains mandats politiques.

L'article 41 doit évidemment être compatible avec les articles précités de la loi communale.

Articles 45 et 46.

Selon l'article 51 du projet, la date d'entrée en vigueur des différents articles sera déterminée par le Roi. Il va de soi que cette mise en vigueur doit aller de pair avec l'abrogation des dispositions remplacées.

Enfin, il est inutile d'abroger deux fois une même disposition. Or, l'article 45, § 2, prévoit l'abrogation des chapitres IX et XI des lois coordonnées sur la milice et l'article 45, § 1er, l'abrogation des articles 87 et 96 de ces lois, c'est-à-dire précisément les dispositions des chapitres IX et XI.

Article 47.

L'article 47 a pour but de permettre l'octroi d'une allocation sociale au milicien connaissant des difficultés financières.

.../...

S'agissant d'une disposition ayant des conséquences financières, un accord du Ministre du Budget devra être obtenu préalablement à son entrée en vigueur.

Il serait opportun de prévoir que cet article entrera en vigueur à la date fixée par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, comme c'est la coutume en pareille circonstance.

Article 48.

L'article 48, qui organise un service de recours pour miliciens, omet d'indiquer quelles sont les compétences de ce service et, plus particulièrement, les pouvoirs qu'il détient.

Si, comme l'exposé des motifs le donne à croire, le service de recours a seulement une compétence consultative, cette précision doit figurer dans le texte même de la loi en projet.

Article 49.

Paragraphe 1er.

Les mots "Nonobstant toute disposition contraire et" doivent être omis.

.../...

Il convient, en effet, d'abroger expressément les dispositions des autres textes légaux qui seraient contraires à la disposition.

Paragraphe 2.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas quel est le sens du texte; celui-ci doit, dès lors, être revu.

Article 50.

La disposition prévoit la création d'une commission consultative des miliciens.

Le Conseil d'Etat renvoie à l'avis qu'il a donné le 30 janvier 1989, sous le n° 18.887/9, sur un projet d'arrêté royal "créant une commission consultative des miliciens".

---

Gelet op de korte termijn die hem is toegemeten, moet de Raad van State zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

1. De ontworpen wet heeft tot doel te voorzien in een statuut voor de dienstplichtigen zodra ze werkelijk aan de militaire overheid worden toevertrouwd.

Met de bepalingen van de vier eerste hoofdstukken van titel II van de ontworpen wet worden de bepalingen van hoofdstuk VI van de gecoördineerde dienstplichtwetten overgenomen door aanvulling, parafrasering of herhaling, maar slechts drie artikelen van dat hoofdstuk VI, de artikelen 58, 63 en 64, worden opgeheven.

Daaruit volgt dat een en dezelfde aangelegenheid het onderwerp is van identieke of soortgelijke bepalingen, die zowel in het wetsontwerp als in de gecoördineerde dienstplichtwetten staan.

Bij andere bepalingen van de ontworpen wet kan een opmerking in dezelfde zin worden gemaakt. Zo is bijvoorbeeld het ontworpen artikel 23, § 2, een parafrase van artikel 98 van de gecoördineerde dienstplichtwetten, hoewel artikel 45 dat laatste niet opheft.

.../...

Zo'n werkwijze is duidelijk een bron van verwarring en onzekerheid.

Er moet een keuze worden gemaakt : de (eventueel gewijzigde) bepalingen betreffende het toevertrouwen van het contingent aan de militaire overheid moeten ofwel in de gecoördineerde dienstplichtwetten, ofwel in het statuut voor de dienstplichtigen worden opgenomen, zo niet zal een volkomen gebrek aan samenhang van de regeling het resultaat zijn.

2. De ontworpen wet voorziet in de opheffing van de artikelen 56 en 58 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst, en van de artikelen 2 en 6 van de wet van 18 februari 1987 betreffende het statuut van de onderofficieren van het reservekader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst. Die bepalingen zijn overgenomen in de artikelen 16, 18 en 19 van de ontworpen wet.

Nu voorziet het ontwerp van wet houdende wijziging van sommige wetsbepalingen betreffende de statuten van het personeel van de krijgsmachtdelen en van de medische dienst, dat ook aan de Raad van State is voorgelegd, in een andere wijziging van de artikelen 56 en 58 van de wet van 1 maart 1958 en van artikel 2 van de wet van 18 februari 1987 (artikelen 17, 38 en 39 van dat ontwerp).

Ook hier zal de steller van het ontwerp een keuze moeten maken.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

INDIENINGSBESLUIT.

Het indieningsbesluit is onvolledig. De Minister van Binnenlandse Zaken wordt immers niet vermeld, hoewel de aangelegenheid waarover het ontwerp handelt eveneens tot de bevoegdheid van die Minister behoort (zie bijvoorbeeld artikel 10, § 3, tweede lid).

BEPALEND GEDEELTE.

Veel bepalingen van het ontwerp geven aanleiding tot vormopmerkingen. Aangezien het advies binnen een termijn van drie dagen wordt gevraagd, kon er niet aan worden gedacht de noodzakelijke verbeteringen te opperen, laat staan tekstvoorstellen te doen.

Artikel 2.

Het artikel geeft een definitie van verscheidene begrippen aangaande het statuut van de dienstplichtige; de begrippen "ambt" en "stand" worden echter niet gedefinieerd.

Die leemte moet worden aangevuld.

Bovendien is de definitie onder 2° er niet echt een.

.../...

Artikel 4.

De gemachtigde officieren zijn het ermee eens dat het tweede lid moet vervallen.

Aangezien bovendien het eerste lid, dat naar artikel 5 verwijst, overbodig is, dient artikel 4 te vervallen.

Artikel 5.

Volgens de gemachtigde officieren heeft deze bepaling niets anders tot doel dan uitdrukkelijk een regel te formuleren die impliciet in artikel 15, § 5, van de gecoördineerde dienstplichtwetten wordt uitgedrukt.

Zij zijn het ermee eens dat artikel 5 dient te vervallen.

Artikel 6.

Het artikel is onvolledig; het groot verlof en het vertrek uit het reservekader worden immers niet vermeld.

Het artikel moet dienovereenkomstig worden herzien.

.../...

Artikel 7.

Als men artikel 7, § 1, tweede lid, leest, lijkt het of het geneeskundig onderzoek louter tot doel heeft na te gaan of de dienstplichtigen aan de criteria inzake lichamelijke geschiktheid voldoen. Nu omvat dat onderzoek in de praktijk ook bepaalde psychotechnische tests met de uitslag waarvan rekening wordt gehouden voor het bepalen van de functie die de dienstplichtige zal vervullen.

Bijgevolg zou in artikel 7, § 1, derde lid, nader dienen te worden bepaald dat op basis van de selectietoetsen en het geneeskundig onderzoek moet worden uitgemaakt welke functies een dienstplichtige zal hebben.

Artikel 9.

Het artikel machtigt de Koning om bij een in Ministerraad overlegd besluit andere prioriteiten vast te stellen dan die welke artikel 10 bepaalt.

Die bepaling stuit op een fundamentele kritiek. Zij machtigt de Koning immers om een aangelegenheid te regelen die krachtens artikel 118 van de Grondwet voor de wetgever is bestemd. Volgens de wil van de Grondwetgever zijn de rechten en de verplichtingen van de militairen immers een aangelegenheid die bij de wet is beschermd. Die opmerking is des te diepgaander daar het erom gaat regels uit te werken die afwijken van het grondbeginsel van de gelijke behandeling van de burgers. Artikel 9 zou dus de toepasselijke grondbeginselen moeten vastleggen.

.../...

Voor het overige wordt verwezen naar de opmerking die in verband met artikel 7 is gemaakt.

Artikel 11.

Voor de dienstplichtigen die geen uitstel hebben aangevraagd of die geen recht meer hebben op uitstel, voorziet artikel 11 in de mogelijkheid om op grond van hun studie, om beroepsredenen of om ernstige sociale redenen bij de Minister van Landsverdediging een aanvraag in te dienen tot verdaging van hun oproeping in militaire dienst. Het artikel machtigt de Koning om de voorwaarden en de procedure voor de aanvraag vast te stellen.

In de artikelen 10 tot 13 van de gecoördineerde dienstplichtwetten worden op zeer nauwkeurige wijze de vereisten vastgesteld waarop eenieder die op de lijsten van een jaarlijkse lichting ingeschreven staat, gerechtigd is om uitstel te krijgen. In de opheffing van geen een van die artikelen wordt voorzien.

Het nut van die artikelen zou nochtans betwijfeld kunnen worden, aangezien het ontworpen artikel 11 de dienstplichtigen die geen uitstel hebben gevraagd, de mogelijkheid biedt om een aanvraag tot verdaging van hun oproeping in militaire dienst in te dienen.

Aangezien het een aangelegenheid betreft die verband houdt met de rechten en verplichtingen van de militairen, behoort de wet, naar de eis van de Grondwetgever, zelf de voorwaarden te regelen in verband met de aanvraag tot verdaging van de oproeping in militaire dienst, althans wat de basisbeginselen ervan betreft. Wat dat betreft zouden de voormelde bepalingen van de artikelen 10 tot 13 van de gecoördineerde dienstplichtwetten als voorbeeld kunnen dienen.

.../...

Er zij opgemerkt dat in de ontworpen wet geen maximum wordt vastgesteld voor het verdagen van de oproeping in militaire dienst, terwijl erin gepreciseerd wordt dat de duur van alle tijdelijke ambtsontheffingen op verzoek van de dienstplichtige een totaal van 12 maanden niet mag overschrijden (artikel 22 van het ontwerp) en in de bepalingen betreffende het uitstel eveneens maxima worden vastgesteld.

Artikel 13.

Zoals de gemachtigde officieren het hebben toegegeven, moet het artikel in die zin worden aangevuld dat het vereiste voorafgaande studieniveau wordt aangegeven.

Artikel 1 van de wet van 18 februari 1987 tot wijziging van de gecoördineerde dienstplichtwetten en artikel 54 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut van de beroeps- en reserveofficieren dienen bovendien gedeeltelijk te worden opgeheven teneinde alleen de voorwaarden inzake benoeming tot reserveonderofficier of reserveofficier te behouden.

Artikel 15.

In paragraaf 2 wordt de Koning gemachtigd om te bepalen om welke redenen een kandidaat-reserveofficier of reserveonderofficier die hoedanigheid kan verliezen.

Het zou nuttig zijn er voor te zorgen dat de kandidaat-reserveofficier die deze hoedanigheid verliest, kan overgaan naar de categorie waartoe de kandidaat-reserveonderofficieren behoren, zoniet zou die mogelijkheid niet bestaan.

.../...

Artikel 20.

Met het ontworpen artikel 20 wordt het begrip ambt voor de dienstplichtigen ingevoerd. Het artikel machtigt de Koning om de dienstorders vast te stellen bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit. Het machtigt bijgevolg de Koning om de algemene richtlijnen vast te stellen in verband met het uitoefenen van het ambt, inzonderheid om bijvoorbeeld de arbeidsduur van de dienstplichtige vast te stellen.

Gelet op de reikwijdte van die orders kan het overdreven lijken te eisen dat die dienstorders bij in Ministerraad overlegde koninklijke besluiten worden vastgesteld.

Het lijkt des te meer overtrokken daar dit niet zo geschiedt voor de beroepsofficieren (artikel 12 van de wet van 1 maart 1958 - bevoegdheid overgedragen aan de chef van de generale staf), voor de beroepsonderofficieren (artikel 15 van de wet van 13 juli 1976 houdende statuut van de onderofficieren van het actieve kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst - bevoegdheid van de Minister van Landsverdediging of van de overheid die door hem wordt aangewezen) en voor de beroepsvrijwilligers (artikel 9 van de wet van 12 juli 1973 houdende statuut der vrijwilligers van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst - bevoegdheid van de overheid die door de Minister van Landsverdediging wordt bepaald).

De gemachtigde officieren hebben ingestemd met de gegrondheid van deze opmerking. Het zou dus verkieslijk zijn te bepalen dat de dienstorders worden vastgesteld door de Koning of door de overheid die Hij aanwijst.

.../...

Artikel 23.

De gemachtigde officieren zijn het ermee eens dat het eerste en het tweede lid van paragraaf 2 als volgt behoren te worden gesteld :

"De dienstplichtigen en de oorlogsvrijwilligers ten aanzien van wie een militaire commissie inzake geschiktheid en reform verklaard heeft dat zij ongeschikt zijn om de dienst te hervatten vóór het verstrijken van de in paragraaf 1 bedoelde tijd, worden bij reform ontslagen.

Tegen de beslissing van deze commissie kan beroep worden ingesteld bij een commissie van beroep".

Artikel 25.

Paragraaf 3 bepaalt de gevallen waarin een dienstplichtige uit het leger kan worden weggezonden en parafraseert zodoende artikel 71bis, § 1, van de gecoördineerde dienstplichtwetten, in de opheffing waarvan nochtans niet wordt voorzien. Bovendien machtigt paragraaf 3 de Koning om de procedure van wegzending vast te stellen alsmede de voorwaarden waaronder geoordeeld kan worden dat een dienstplichtige onverbeterlijk is en onwaardig om deel uit te maken van het leger.

Artikel 25, § 3, 2°, opent de mogelijkheid om een dienstplichtige weg te zenden die zonder uitstel is veroordeeld tot ontzetting of vervallenverklaring van het recht om in het leger te dienen of tot een van de straffen vermeld in artikel 15, § 1, 2°, 3° en 4°, van de gecoördineerde dienstplichtwetten.

.../...

Anderzijds maakt artikel 15, § 1, 1°, uitsluiting van dienst mogelijk van wie bij ontzetting of vervallenverklaring het recht verloren heeft om in het leger te dienen, tot militaire degradatie is veroordeeld ofwel krachtens artikel 71bis van de gecoördineerde dienstplichtwetten uit het leger is weggezonden.

De gemachtigde officieren hebben toegegeven dat dit systeem van onderling gedeeltelijk verwijzen van het ene naar het andere artikel onsamenhangend is en dat het verkieslijk zou zijn deze artikelen te wijzigen om uit de aldus ontstane vicieuze cirkel te geraken. In één van die artikelen zouden de voorwaarden kunnen worden vastgesteld waaronder wegzending of uitsluiting mogelijk zijn, zonder dat naar het andere artikel wordt verwezen, terwijl het tweede zou kunnen bestaan in een eenvoudige verwijzing naar het andere artikel.

Artikel 31.

De aan de Minister van Landsverdediging verleende delegatie gaat niet op. Het staat aan de Koning de redenen te bepalen waarvoor de spoedverloven kunnen worden toegestaan.

Artikel 32.

Het is zaak van de Regering en van de Kamers uit te maken of het in het artikel genoemde koninklijk besluit al dan niet in de Ministerraad overlegd moet worden.

.../...

Artikel 33.

Paragraaf 1 moet worden herzien overeenkomstig de opmerking bij artikel 31.

Paragraaf 2 moet in een afzonderlijk artikel komen te staan.

Titel III en titel IV.

De volgorde van die titels moet omgekeerd worden, met uitzondering van artikel 51.

Titel IV, die titel III wordt, moet als opschrift dragen "Bijzondere bepalingen" en titel III, die titel IV wordt, moet als opschrift krijgen "Wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen".

Artikelen 35 tot 44.

Die artikelen moeten grondig herwerkt worden, gelet op de voorafgaande opmerkingen.

Weze eraan herinnerd dat vele andere bepalingen van het ontwerp eveneens moeten worden aangepast ten gevolge van die voorafgaande opmerkingen.

Wat meer in het bijzonder artikel 44 betreft, die bepaling moet worden herzien in het licht van de artikelen 11, 18 en 71 van de nieuwe gemeentewet, welke artikelen betrekking hebben op de uitoefening van bepaalde politieke mandaten.

.../...

Artikel 41 dient natuurlijk bestaanbaar te zijn met de voormelde artikelen van de gemeentewet.

Artikelen 45 en 46.

Volgens artikel 51 van het ontwerp zal de datum van inwerkingtreding van de verschillende artikelen door de Koning worden bepaald. Het spreekt vanzelf dat die inwerkingtreding moet samengaan met de opheffing van de vervangen bepalingen.

Ten slotte is het onnodig een zelfde bepaling tweemaal op te heffen. Welnu, artikel 45, § 2, voorziet in opheffing van de hoofdstukken IX en XI van de gecoördineerde dienstplichtwetten en artikel 45, § 1, in opheffing van de artikelen 87 en 96 van die wetten, en dat zijn juist de bepalingen van de hoofdstukken IX en XI.

Artikel 47.

Artikel 47 wil het mogelijk maken een sociale uitkering te verlenen aan de dienstplichtige in financiële moeilijkheden.

Aangezien het om een bepaling met financiële gevolgen gaat, moet voordat ze in werking treedt de instemming van de Minister van Begroting worden verworven.

Het zou wenselijk zijn te bepalen dat dit artikel in werking zal treden op de datum bepaald bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, zoals het in een dergelijke omstandigheid gebruikelijk is.

.../...

Artikel 48.

Artikel 48, dat een ombudsdienst voor dienstplichtigen instelt, laat na te vermelden wat de bevoegdheden van die dienst zijn en, bepaaldelijk, welke macht hij uitoefent.

Heeft de ombudsdienst, zoals de memorie van toelichting laat uitschijnen, alleen raadgevende bevoegdheid, dan moet dat in de tekst zelf van de ontworpen wet worden verduidelijkt.

Artikel 49.

Paragraaf 1.

De woorden "Niettegenstaande elke strijdige bepaling en" behoren te vervallen.

De bepalingen van de andere wetteksten die met de bepaling strijdig zouden zijn, dienen immers uitdrukkelijk opgeheven te worden.

Paragraaf 2.

De betekenis van de tekst ontgaat de Raad van State; de tekst moet derhalve herzien worden.

.../...

Artikel 50.

De bepaling voorziet in het instellen van een commissie van advies voor dienstplichtigen.

De Raad van State verwijst naar het advies dat hij op 30 januari 1989 onder het nr. L. 18.887/9 heeft uitgebracht over een ontwerp van koninklijk besluit "tot oprichting van een commissie van advies voor de dienstplichtigen".

---

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. FINCOEUR, conseillers d'Etat,
R. ANDERSEN, staatsraden,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.
Le rapport a été présenté par Mme A. DEBUSSCHERE, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.
Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. DEBUSSCHERE, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. H. ROUSSEAU.